

**Arrêté préfectoral complémentaire portant modification des conditions d'exploitation
par la société Denjean Granulats sur les communes de Saint-Julien-sur-Garonne
et Saint-Elix-le-Château**

n°58

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne,
Officier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles R. 181-45 et R. 181-46 ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014, relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes, relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral du 4 juin 2018, autorisant la société Denjean Granulats à exploiter une carrière de sables et graviers sur le territoire des communes de Saint-Julien-sur-Garonne et Saint-Elix-le-Château ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 février 2022, autorisant la société Denjean Granulats à modifier les conditions d'exploitation de la carrière de sables et graviers qu'elle exploite, sur le territoire des communes de Saint-Julien-sur-Garonne et Saint-Elix-le-Château ;

Vu la demande du 9 février 2024, complétée le 13 février 2024, de la société Denjean Granulats sollicitant la modification des conditions d'exploitation de la carrière qu'elle exploite sur le territoire des communes de St-Julien-sur-Garonne et St-Elix-le-Château ;

Vu la modélisation hydrodynamique, annexée à la demande susvisée ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées, en date du 14 février 2024 ;

Considérant qu'au regard de la modélisation hydrodynamique fournie par l'exploitant, les incidences de ce projet de modification des conditions d'exploitation ne sont pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients supplémentaires ;

Considérant que la demande susvisée est une modification notable mais non substantielle, et qu'en conséquence, une nouvelle procédure d'autorisation ne s'avère pas nécessaire ;

Considérant qu'il y a lieu de modifier les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 4 juin 2018 susvisé afin d'acter la modification demandée ;

Considérant que, par courriel en date du 4 mars 2024 le demandeur a été informé des propositions de l'inspection des installations classées ;

Considérant qu'au vu de l'ampleur de la modification sollicitée et en application du dernier alinéa de l'article R. 181-45 susvisé, il n'y a pas lieu de recueillir l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, en formation spécialisée, dite des carrières ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,

Arrête :

Art. 1er – La société Denjean Granulats, dont le siège social est situé Lieu-dit Pichet, 31430 Saint-Élix-le-Château, est autorisée à accepter en remblaiement des matériaux dont les caractéristiques sont assimilables à un comportement imperméable (au-delà de 10^{-6} m/s). La mise en remblaiement de ces matériaux est autorisée dans les zones fixées sur le plan en annexe du présent arrêté.

Si l'exploitant accepte des déchets contenant des adjuvants, ces produits devront être précisément listés sur les documents d'acceptation préalable.

L'exploitant doit être en mesure de justifier dans le cadre de leur acceptation, le caractère inerte de ces déchets.

Art.2. – L'exploitant renforce la surveillance des eaux souterraines au droit de son site, telle que fixée à l'article 9.2 de l'arrêté préfectoral du 4 juin 2018, susvisé, en réalisant trimestriellement des prélèvements et analyses sur l'ensemble des paramètres visés à l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé.

La fréquence d'analyse pourra être modifiée, en accord avec l'inspection des installations classées ou à la demande de cette dernière, en fonction des résultats des différentes campagnes de surveillance. Si la demande est formulée par l'exploitant, cette dernière ne pourra intervenir qu'à l'issue d'une période de cinq ans.

Art.3. – Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Art.4. – En application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Toulouse :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi, non seulement par courrier mais également par l'application informatique Télérecours, accessible par le lien <https://www.telerecours.fr/>.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée, par lettre recommandée avec accusé de

réception, dans un délai de quinze jours francs, à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Art.5. – Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, une copie du présent arrêté demeurera déposée en mairies de Saint-Julien-sur-Garonne et Saint-Elix-le-Château et pourra y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté sera affiché dans les mairies de Saint-Julien-sur-Garonne et Saint-Elix-le-Château pendant une durée minimale d'un mois. Le maire fera connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture de la Haute-Garonne, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Haute-Garonne, pendant une durée minimale de quatre mois.

Art.6. – Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie et les maires des communes de Saint-Julien-sur-Garonne et Saint-Elix-le-Château sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Toulouse, le

25 AVR. 2024

Pour le Préfet et par délégation
la Secrétaire Générale Adjointe
la Sous-préfète à la ville

Hélène LESTARQUIT



Hélène LESTARQUIT